LISTE DES COMITES D'ACTION UNEF CONVOQUES ET PRESENTS A L'ASSEMBLEE
GENERALE EXTRAORDINAIRE DE L'UNEF LE 14 FEVRIER 1971 .

Convoquée par 69 C.A. de l'Unef , soit plus du 1/3 des structures de l'Unef,
cette A.G. est conforme aux statuts de la loi de 1901.

Les C.A. validés ou agréés à l'Unef lors de son précédent congrès votent
sur la base de leurs mandats validés à ce congrès.

AIX EN PROVENCE	Lettres	709 cartes
	Droit	96 cartes
AMIENS	Sciences	36 cartes
ANGERS	Prépa	
	C.S.U.	
	I.U.T.	9 cartes
	Lettres	
	Arts et Métiers	
	Ecole Nor. Soc. Ouest	10 cartes
	C.J.U.	19 cartes
AVIGNON	C.L.U..	43 cartes
	C.S.U.	27 cartes
	T.S.	10 cartes
BESANCON	Lettres	144 cartes
	Droit	24 cartes
BORDEAUX	Sciences	83 cartes
	I.E.P.	32 cartes
	I.U.T.	21 cartes
	Droit	106 cartes
	Lettres	333 cartes
BREST	Sciences	52 cartes
	Lettres	88 cartes
	Médecine	25 cartes
	I.U.T.-T.S.	11 cartes
	ENIB	8 cartes
	Prépa	3 cartes
CAEN	Droit	22 cartes
	Lettres	146 cartes

CLERMONT	Prépa	42 cartes
DIJON	Médecine	20 cartes
LE HAVRE	UGE	
	IUT	
	Médecine	
GRENOBLE	UGE	
	Lettres	446 cartes
	Archi	
LILLE	Prépa	25 cartes
	T.S.	118 cartes
	Sciences	
	Médecine	
	IREPS	
LIMOGES	Lettres	139 cartes
	Droit	42 cartes
	Sciences	21 cartes
LE MANS	C.L.U.	46 cartes
TOURS	CLU	
	CJU	
	CSU	
	IUT	
REIMS	Sciences	
	Lettres	
TOULOUSE	Sciences	106 cartes
	Lettres	226 cartes
	Droit	57 cartes
	Médecine	39 cartes
	U.G.E.	68 cartes
	Droit	
	Conservatoire	
TOULON	Prépa	105 cartes
LYON	INSA	194 cartes
	Archi	20 cartes
	Droit-Sc. Eco	83 cartes
	Lettres	

MARSEILLE	Droit	
	Pharma	28 cartes
	IREPS	40 cartes
	Prépa	
	U.G.E	22 cartes
	Médecine	150 cartes
	St Charles	
	Beaux Arts	
METZ	Lettres	36 cartes
	Sciences	37 cartes
	ENIM	33 cartes
MONTPELLIER	Sciences	51 cartes
	Lettres	96 cartes
	Médecine	23 cartes
	Prépa	20 cartes
	Droit	18 cartes
MULHOUSE	U.G.E	16 cartes
	Lettres	18 cartes
NANCY	UGE	41 cartes
	Prépa	57 cartes
	Santé	100 cartes
	Droit	137 cartes
	Lettres	346 cartes
	CREPS	111 cartes
	Sciences	96 cartes
	I.U.T	6 cartes
NANTES	Sciences	
ORLEANS	Lettres	79 cartes
	Sciences	57 cartes
NICE	Sciences	
	Arts Déco	
	Lettres	
	Prépa	
	I.U.T.	
	Droit	

POITTIERS -NIORT
STRASBOURG

Lettres
Lettres
Médecine
Droit
Sciences - PO
CREPS

REGION PARISIENNE
SORBONNE

Histoire 464 cartes
Lettres 465 cartes
Histoire de l' Art 39 cartes
Géographie 188 cartes
Allemand 158 cartes
Philo 400 cartes
Russe 46 cartes
250 cartes
583 cartes
73 cartes

ORSAY
U.G.E.F.
CEST
SCIENCES
DAUPHINE
ST MAUR
NANTERRE

55 cartes
16 cartes
88 cartes
67 cartes
48 cartes
Sciences Humaines 32 cartes.
St Antoine 98 cartes
Necker 26 cartes

C.H.U.

Clignancourt
Roisset
Fitié 58 cartes
Bicêtre

VINCENNES
PREPA
ST DENIS
VILLETANEUSE
C.A. ORIENT -

AFRIQUE DU NORD

177 cartes
273 cartes
11 cartes

N.B. Le nombre de cartes indiqué ici représente le nombre de cartes sur la base duquel chaque C.A. a été validé au Congrès d'Orléans en 1970.

Le quorum est atteint.

La majorité absolue prend toutes les décisions pour l'UNEF.

Le congrès se tiendra donc les 5-6-7 Mars 1971 à Paris - Sorbonne.

INTERVENTION LIMINAIRE PRESENTÉE PAR MEHAUT, PRESIDENT DE
L'A.G. DE NANCY, EN ACCORD AVEC LES 69 C.A. UNEF

Notre A.G. se tient à l'issue d'une semaine extrêmement importante pour l'action des étudiants. En effet les mesures prises par le pouvoir vis à vis de la formation des maîtres et du contrôle continu des connaissances, l'aggravation des conditions de vie ont déterminé un grand nombre d'étudiants à lutter.

Cette situation est la cause du succès des journées de grève des 10 et 11 Février et des manifestations organisées à l'initiative des syndicats de l'Enseignement Supérieur, ainsi que les actions engagées par la plupart des C.A. Unef.

Ces actions témoignent de la combattivité des étudiants et de la volonté d'unir leurs luttes à celle de tous les universitaires.

Une telle évolution concrétise la volonté apparue depuis Mai Juin 68 de contraindre le pouvoir à la satisfaction des revendications par la lutte de masse unie et responsable. Elle se situe dans le prolongement des élections universitaires qui ont consacré le succès des listes syndicales.

Mais l'action engagée ne saurait être séparée de son contexte, c'est à dire la volonté des étudiants de voir leurs principales revendications satisfaites. C'est aujourd'hui la question principale posée à l'Unef à la veille de son 59^e Congrès, c'est celle-la que pour les étudiants il faut résoudre.

Bien évidemment la responsabilité en ce domaine appartient à l'Unef. C'est elle qui doit rassembler les étudiants, les organiser, en un mot leur donner les moyens de lutter contre leur adversaire, le pouvoir.

C'est pour cela qu'il est urgent de résoudre la situation difficile créée dans notre organisation par la démission du Bureau National.

Les étudiants exigent de nous une réponse claire à des questions précises. Ils attendent de l'AG de l'Unef qui se tient aujourd'hui des perspectives de luttes et d'organisation.

Nous proposons donc d'analyser au cours de cette réunion, la situation actuelle de l'organisation.

Comme chacun sait le Congrès d'Orléans, où aucune majorité n'a pu gager du fait de l'invalidation de nombreux C.A. Unef, n'avait fixé d'orientation pour l'Unef et donnait pour seul mandat au BN la gestion de la seule crise. Ce mandat ne correspondait pas à la situation réelle de l'Unef ni à ce qu'en attendaient les étudiants. Cela devait conduire à la faillite du B.N. concrétisée par sa démission.

Mais en même temps l'Unef s'est développée parce que les étudiants sont reconnus dans une organisation dont la majorité des militants se sont engagés pour la défense de leurs intérêts. Le nombre d'adhérents s'est accru dans la plupart des comités d'action. Dans le même temps de nouveaux comités d'action sont nés comme à Villetaneuse, Chambéry, dans les IUT-TS. Malgré l'absence du B.N. la présence de l'Unef a été assurée dans les luttes notamment par les C.A. et les A.G.E. et les militants qui ont œuvré au renouveau syndical.

En témoignent les grèves de médecine et de langues, les mouvements de manifestations qui à Grenoble-Sciences, Nancy, Lille, Villetaneuse, à la Sorbonne, Aix, Toulouse ont conduit au succès des revendications.

Chaque mesure du pouvoir s'est heurtée à la combattivité des étudiants comme l'augmentation des tarifs des Restaurants Universitaires, la hausse des loyers en Cité, le décret du 19 Juin, la suppression des IPES et la création des ITPF, les suppressions dans le budget de la recherche scientifique, la restructuration de l'université visant à la faire passer sous la coupe des monopoles.

En même temps, les militants de l'Unef ont combattu les mesures répressives qui visent le mouvement étudiant ainsi que l'ensemble du mouvement syndical.

Ils ont tenu leur place dans les luttes anti-impérialistes, en particulier par la présence massive dans les manifestations de cette semaine organisée en riposte à l'invasion américaine au Laos.

C'est dans ce contexte de lutte que doit se situer la préparation de notre 59^e Congrès.

Mais c'est aussi dans une situation où le pouvoir cherche à déstabiliser notre organisation.

En témoignage la mesure de dissolution formulée à l'occasion du procès intenté par l'ACES, association battue par Paris-Sciences aux récentes élections universitaires.

En témoigne aussi la campagne menée par la presse et par Guichard lui-même pour la dissolution de l'Unef. Dans cette campagne le pouvoir conserve des alliés.

La situation confuse créée par le départ du PSU de la direction de l'Unef a en effet favorisé la tentative d'un groupe liquidateur qui vise à faire main basse sur l'organisation et prétend baptiser 59^e Congrès de l'Unef une assemblée dont l'illégalité et le caractère anti-démocratique a déjà été démontré.

La tâche de l'A.G. de l'Unef est donc importante:

il nous faut discuter des luttes des étudiants, face aux nouvelles attaques du pouvoir et nous préparer sur cette base à tenir toute notre place jusqu'au Congrès

Dans la période actuelle, les étudiants ont à faire face à une série d'attaques qui visent leurs conditions de vie, leurs études et leur avenir. L'application du décret du 19 Juin telle qu'elle se manifeste entre autres, à travers les partiels de février confirme notre analyse du caractère sélectif de cette mesure, qui vise à éliminer un nombre croissant de ^{d'étudiants} l'université.

A leur tour les étudiants en IUT sont menacés par l'instauration d'un examen terminal qui s'ajouterait au contrôle continu.

Dans le même temps les étudiants subissent comme le reste de la population laborieuse les conséquences des hausses de prix qui ont marqué cette rentrée. Les répercussions sur leur pouvoir d'achat en sont d'autant plus inquiétantes que le nombre et le taux des bourses stagnent, et que le pouvoir se refuse toujours à ouvrir des négociations d'ensemble sur les conditions de vie. Les élections du CA du CROUS ont été un moment important du développement de la lutte dans ce domaine. Actuellement dans de nombreuses villes, d'intenses batailles sont menées pour la construction de Restau U et de Cités.

Il nous faut encore développer ces actions, les faire déboucher sur l'ouverture de négociations, avancer chaque jour plus fortement la revendication de l'allocation d'études.

De plus au moment où le chômage s'accroît, et cela particulièrement chez les jeunes, le projet de réforme des ITTF, en instaurant un prérecrutement

En ce sens, nous proposons, qu'avec le Congrès se déroule à Paris, sous une forme à déterminer, un large rassemblement des étudiants en lutte avec leur organisation.

Ainsi préparé, à la base et dans l'action, un tel congrès sera un moment décisif dans le développement des luttes des étudiants.

Unis dans une grande organisation syndicale, ils rejoindront le combat des enseignants et des travailleurs, ils prendront toute leur place dans les luttes anti-impérialistes.

VIVE LES LUTTES DES ETUDIANTS.

VIVE LE 59° CONGRES.

ASSEMBLEE GENERALE DE L'UNEF, 14 FEVRIER 71

INTERVENTION DE GUY KONOPNICKI, MEMBRE DE LA COMMISSION DE CONTROLE
DE L' U.N.E.F.

Chers Camarades,

L'assemblée générale d'aujourd'hui est la première instance régulière de l'Unef qui se réunisse depuis la démission du Bureau National.

En effet le Collectif du 10 Janvier ne pouvait siéger valablement en raison de la non application par la plupart des A.G.E. de l'article 30 de leurs Statuts. Celui-ci précise en effet qu'une AGE ne peut voter au collectif national que sur la base des votes préalables du collectif d'A.G.E. Or certains présidents d'A.G.E. (Clermont, Grenoble et Dijon) ont émis et voté des propositions sur lesquelles le collectif d'A.G.E. ne s'était pas prononcé.

De plus le collectif, organe consultatif n'était pas habilité à convoquer le congrès et encore moins à désigner une direction de l'Unef.

L'Assemblée Générale d'aujourd'hui est convoquée conformément à la loi de 1901 par le tiers des structures membres de l'Unef. Comme le précise les statuts adoptés à l'Assemblée Générale des 3 et 4 Mai 1970, elle est souveraine. Elle est la seule instance habilitée à convoquer le 59^e Congrès de l'Unef.

MOTION ADOPTÉE PAR L'A.G. DES C.A. UNEF LE 14 FEVRIER 1971

Les 127 C.A. validés et agréés, membres de l'Unef, représentatifs de la majorité des structures de l'Unef constatant la démission du B.N. de l'Unef, se sont réunis le 14/2/71 à l'appel de plus du tiers des structures de l'Unef, pour suppléer à son absence et prendre les décisions transitoires en vue de la préparation du 59^e Congrès de l'Unef.

Ils considèrent que la gravité de la situation actuelle des Universités et des étudiants exigent une préparation la plus large et la plus démocratique possible du 59^e Congrès et décident donc:

1) Le 59^e Congrès de l'Unef se déroulera du 5 au 7 Mars 1971

2) L'ordre du jour du 59^e Congrès est le suivant:

" le développement des luttes des étudiants et de la solidarité internationale "

3) il se tiendra dans les facultés de la région parisienne, si possible à la Sorbonne pour les séances plénières et les commissions.

4) Les commissions suivantes se réuniront:

- Universitaire
- Internationale
- Sociale
- Organisation
- Affaires culturelles

5) Seront invités au 59^e Congrès, l'U.I.E. et chacune des organisations membres, des représentants des organisations syndicales étudiantes dans les différents pays européens

6) Une invitation sera faite aux organisations syndicales représentatives

7) Les C.A. Unef mandatent les élus syndicaux de la Sorbonne pour obtenir du rectorat les moyens d'appliquer ces décisions.

MOTION ADOPTEE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE DES C.A. UNEF
LE 14 FEVRIER 1971

Au moment où l'enseignement français dans son ensemble, l'enseignement supérieur et la recherche en particulier se débattent au milieu des difficultés qui ont notamment justifié la semaine d'action syndicale, le gouvernement propose une extension aggravée de l'aide à l'enseignement privé.

Outre les subventions considérables qu'il reçoit ainsi, cet enseignement privé bénéficie d'une série de mesures qui en font un enseignement privilégié mis à la disposition principalement des couches les plus aisées de la bourgeoisie. Les prétextes de caractère religieux généralement invoqués cachent mal les mobiles politiques réels de ces mesures. Il s'agit pour le pouvoir:

- de tenter de regrouper des forces parmi les plus réactionnaires
- de faire diversion et de tenter de détourner les enseignants, les étudiants, les parents des luttes nécessaires pour le développement de l'Education Nationale.
- de tenter de dresser les croyants et les non-croyants les uns contre les autres, au moment où ceux-ci trouvent de plus en plus le chemin commun de l'action.

L'A.G. des C.A. Unef réunie le 14 Février 1971 à Paris réaffirme l'attachement de l'organisation syndicale de masse des étudiants aux principes de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat.

Elle s'oppose à toute mesure qui aurait pour objet de porter atteinte à ce principe à tous les niveaux de l'enseignement. Elle s'oppose notamment à tout système de collation des grades qui échapperait directement ou indirectement à l'université publique.

Conformément aux engagements souscrits par le CNAL et les organisations qui soutiennent son action, lors du colloque de 1967, elle se prononce pour l'institution sur l'ensemble du territoire d'une seule université

publique gérée démocratiquement par les représentants de l'Etat, des enseignants et des usagers:

- assurant aux élèves une éducation libérée de tout dogmatisme, largement ouverte au monde et à la vie, enrichissante pour tous, en un mot, une éducation laïque au sens plein du terme;

- garantissant aux familles qui le désirent la possibilité de faire donner à leurs enfants, en dehors des locaux scolaires, l'éducation religieuse de leur choix".

Toujours dans le même esprit elle se prononce pour "l'intégration progressive dans l'Education Nationale des personnels des établissements ayant reçu des fonds publics".

L'assemblée générale des C.A. Unef proteste contre les mesures arbitraires prises à l'encontre d'enseignants des établissements privés, mis à la porte pour des raisons n'ayant rien à voir avec l'exercice de leurs fonctions. Elle proteste contre la caution que donne le gouvernement à de tels abus et soutient fermement l'action entreprise par les organisations syndicales de professeurs. Elle voit dans de telles mesures inadmissibles une illustration de la nocivité de l'enseignement privé

L'Assemblée générale se déclare prête à apporter son soutien aux actions déterminées en commun qui auront pour but de développer une large activité de masse en faveur du développement de l'Education Nationale et de la laïcité.

MOTION PROPOSEE ET ADOPTEE A L'A.G. DES C.A. UNEF DU 14 FEVRIER 1971

Monsieur l'Ambassadeur d'Algérie en France,

Nous vous prions de bien vouloir transmettre à Monsieur le Président de la République Algérienne notre surprise et notre profonde indignation devant les mesures de dissolution prises à l'encontre de l'Union Nationale des Etudiants Algériens, qui traduit une recrudescence de la répression qui sévit actuellement en Algérie.

Nous protestons énergiquement contre l'arrestation arbitraire de militants de l'U.N.E.A..

En conséquence:

- Nous exigeons instamment la libération de nos camarades algériens injustement emprisonnés et
- Nous exigeons la levée de l'interdiction qui pèse sur l'Union Nationale des Etudiants Algériens.

Le C.A. UNEF Orient- Afrique du Nord.